



LE PARQUET DU QATAR DÉBOÛTE LES AVOCATS DU MAKHZEN
La plainte contre Hafid Derradji est non recevable !

P2

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mardi 1^{er} février 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5453 - 18^e année

PRÉPARATIFS DES JEUX MÉDITERRANÉENS ORAN-2022

Derouaz au rapport chez le Président

LIRE EN PAGE 3



Ph : APFS

L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU MALI INVITÉ À QUITTER LE PAYS SOUS 72H



Crise ouverte entre Bamako et Paris

P2

ACCORD D'ASSOCIATION ALGÉRIE - UE

Les prémices d'une révision inéluctable

P3

DERRIÈRE LA TENSION SUR LE MÉDICAMENT



Benbahmed accuse des distributeurs

P4

HIPPODROME KAID AHMED - TIARET, CET APRÈS-MIDI À 15H30



Forman D'Hem, à la poursuite de Amirat Esahra

P14

LES COURSES EN DIRECT

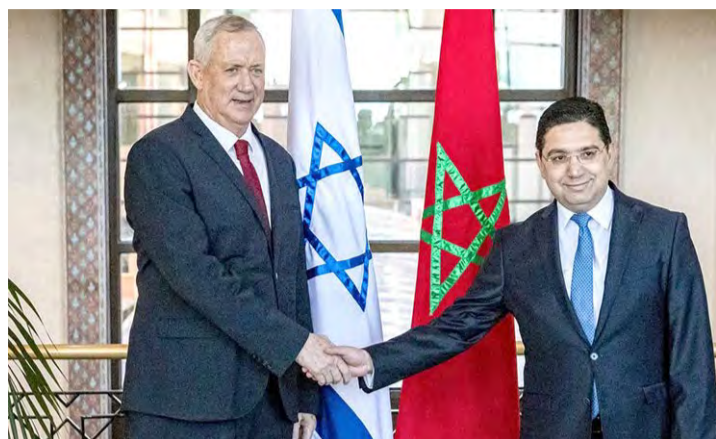
LAMAMRA L'A ANNONCÉ HIER DEPUIS LE KOWEÏT
C'est parti pour la conférence de réconciliation des factions palestiniennes à Alger

P2

IL SE FAIT LE SOUS-TRAITANT DE TEL-AVIV ET S'ATTAQUE À TÉHÉRAN

Rabat franchit un pas de plus dans la soumission

Le Makhzen et le palais royal ont fait du Maroc une serpillière qu'use à satiété Israël. Ils ont fait du pays un sous-traitant, prêt à remplir les sales besognes pour l'entité sioniste. Pourtant, les responsables marocains auraient dû, avant de livrer leur pays aux sionistes, prendre en considération les pertes subies par tous ceux qui se sont soumis à l'ordre israélien.



F. DR

Et les exemples sont courants notamment parmi les monarchies du Golfe ou encore l'Égypte, dont la souveraineté sur les territoires du Sinaï reste limitée, conformément aux dispositions des accords de Camp David, et qui risque de vivre une grande crise de l'eau en raison de la construction par l'Éthiopie d'un barrage pour retenir l'eau à la source du Nil et dont le suivi des travaux est assuré par un bureau d'études israélien. Et ces derniers jours, l'opinion publique internationale assiste à un glissement dangereux pour la souveraineté du pays, dans la servilité pour défendre les intérêts de l'entité sioniste par les responsables marocains. C'est la voix du maître qui est écoutée et réper-

cutée par le ministre des affaires étrangères du palais royal et ses subordonnés. La dernière trouvaille du Makhzen est l'attaque, gratuite, contre l'Iran, la Syrie et tous ceux qui rejettent la normalisation avec l'État sioniste et ségrégationniste. Le Maroc s'est glissé dans la peau du servile qui verse dans la danse du ventre pour plaire à ses maîtres. Rabat, qui a été pris la main dans le sac dans l'affaire du logiciel espion « Pegasus » et qui doit rendre des comptes à certaines capitales européennes où l'enquête sur l'affaire se poursuit toujours, n'a pas trouvé mieux que d'enfourcher les thèses israéliennes présentant l'Iran, la Syrie et l'Algérie comme l'axe du diable qui refuse de se soumettre à son ordre. Récemment Bourita pour plaire à ses nouveaux mentors s'en est

pris à Téhéran qu'il a accusé d'ingérence dans les affaires des pays du Golfe, menaçant leur stabilité. Rien que ça, le Maroc qui est en train de réprimer toute manifestation contre la normalisation, qui est en train de mener une guerre de colonisation contre le peuple sahraoui et qui est en train de battre le rappel de ses soutiens pour accorder à Israël le siège d'observateur au niveau de l'Union africaine, donne l'impression de s'émouvoir et de craindre pour la stabilité des monarchies du Golfe. Un discours éculé et rabâché à satiété par Israël et ses soutiens et qui ne trouve plus d'oreille attentive sur la scène internationale. Cette attaque contre l'Iran, fomentée par Bourita n'est pas passée inaperçue puisqu'un diplomate iranien Khatibzadeh, qui n'a pas manqué

d'inviter le Maroc à cesser les ingérences dans les affaires intérieures de certains pays et qui sont à l'origine de nombreuses tensions. « Que le Maroc cesse ses accusations car leurs problèmes viennent justement dans l'entêtement de certains de leurs responsables à normaliser leurs relations avec Israël », a-t-il indiqué, avant de condamner la normalisation des relations diplomatiques du Maroc avec Israël précisant que les pays engagés dans ce processus seront les premières victimes de l'État hébreu qui est d'essence, colonisateur, occupant et ségrégationniste. Dans le même sillage, le ministre de l'intérieur libanais a annoncé la découverte de 17 réseaux d'espionnage israéliens qui ont des ramifications régionales et locales. C'est dire que le Maroc qui s'est allié avec l'entité israélienne est en train de soumettre son peuple à l'ordre du diable représenté par Tel Aviv et ses soutiens et de jouer avec les intérêts d'Israël menacés et à l'entremetteuse prête à tout pour faire reluire l'image de son protecteur. La pratique du baise-main, installée par la famille royale comme signe de soumission semble être devenue la caractéristique de tous les responsables marocains, de tous bords, prêts à faire courbette pour se mettre au service du puissant du moment.

Slimane B.

TRAFIC INTERNATIONAL DE DROGUE

L'Espagne démantèle un réseau opérant depuis le Maroc

La Garde civile espagnole a démantelé un important réseau de narcotrafiquants actif entre l'Espagne, le Maroc et le Portugal et qui s'était spécialisé dans l'introduction, en Europe, de hachich marocain (résine de cannabis) à bord de navires appartenant à des sociétés de transport maritime, ont indiqué les services de sécurité espagnols. "La Garde civile a, dans le cadre de l'opération REY SOL, démantelé un réseau spécialisé dans l'introduction du hachich marocain sur la côte andalouse, en utilisant à cette fin des bateaux à grande vitesse et de plaisance", a précisé la même source, soulignant que 27 personnes ont été arrêtées et qu'il a été procédé à la saisie de 9 bateaux, 21 voitures et 10 camions. Selon un communiqué de la Garde civile, "la traque dudit réseau a commencé en janvier 2021 lorsqu'elle a localisé un bateau à grande vitesse caché dans un entrepôt industriel de la ville de La Luisiana (Séville)". Et d'ajouter "au cours de l'enquête qui a duré un an, les agents ont appris que le réseau disposait de différents endroits pour cacher et préparer les bateaux à grande vitesse qu'il utilisait pour se rendre au Maroc, afin de chercher le hachich qu'il transportait vers la côte andalouse".

R. I.

LE PARQUET DU QATAR DÉBOUTE LES AVOCATS DU MAKHZEN

La plainte contre Hafid Derradji est non recevable !

Cible depuis bien longtemps par une campagne hostile par les relais du Makhzen pour son attachement aux causes justes et sa position anti-normalisation avec l'entité sioniste, le commentateur vedette algérien de la chaîne qatarie «beln Sports», Hafid Derradji, est loin d'être inquiété pas la justice qatarie, comme l'ont supposé des médias marocains. Et pour cause ! En effet, le procureur général du Qatar, Issa bin Saâd al-Naïmi Juffali, auprès duquel se sont plaints officiellement des avocats marocains, a déclaré que la plainte déposée contre le journaliste algérien est rejetée dans le fond et la forme. C'est ce qu'a rapporté hier le site d'information algérien « Awras » citant ses

propres sources. Tout a commencé le 22 janvier dernier lorsque le Club des avocats marocains, notamment son président Mourad Elajouti, avait soumis une requête au Procureur général du Qatar contre Derradji. Le dossier, fabriqué de toutes pièces, présente une fausse conversation tirée à partir d'un faux compte twitter attribué à Derradji. La plainte demande notamment l'ouverture d'une enquête pénale contre le commentateur sportif algérien, pour une affaire de cybercriminalité. Les accusations insinuées portent « insulte contre les femmes marocaines » et « atteinte à l'honneur du peuple marocain ». Rien que ça ! Selon le code pénal qatari, « il sera puni d'une peine d'emprison-

nement n'excédant pas trois ans et d'une amende n'excédant pas 100 000 riyals qataris, ou de l'une de ces deux peines, whichever viole l'un des principes ou des valeurs sociales, ou porte atteinte à autrui par des insultes ou des mensonges, par le biais du réseau d'information ou de tout moyen informatique ». Avant cette fausse affaire, dont les avocats marocains ont été tout simplement déboutés par le Parquet qatari, les médias du Makhzen ont mené une campagne acharnée contre le commentateur sportif algérien. Leur haine viscérale les a même poussés à demander à la chaîne qatarie de licencier Derradji.

F. G.

LAMAMRA L'A ANNONCÉ HIER DEPUIS LE KOWEÏT

La conférence de réconciliation des factions palestiniennes entamée à Alger

Lors d'une conférence de presse, animée hier au Koweït, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a fait le point sur la conférence de réconciliation des factions palestiniennes qu'abrite l'Algérie. Ainsi, révèle le chef de la diplomatie nationale en marge de la réunion de concertation des MAE arabe, tenue lundi au Koweït, « le chemin de la réconciliation palestinienne a commencé, et l'Algérie a une longue expérience dans la réunification palestinienne ». Des propos qui rassurent au sujet,

aussi bien de l'entame des discussions entre les différentes parties palestiniennes en elles-mêmes, que le succès du rendez-vous de réconciliation d'Alger. À rappeler que cette conférence a été annoncée début décembre 2021, lors de la visite du président palestinien en Algérie, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Depuis lors, toutes les factions palestiniennes ont reçu cette invitation de l'Algérie avec satisfactions. Pour preuve d'ailleurs, les premières délégations palestiniennes ont afflué en Algérie début du mois courant. D'ailleurs, et à ce titre,

Lamamra a exprimé son optimisme quant au succès du processus de réconciliation des factions palestiniennes. Même si, a-t-il précisé, ces pourparlers sont « au début du voyage ». En parlant de l'expérience en matière de réconciliation, l'Algérie n'a rien à démontrer dans ce domaine. Ceci, alors que plusieurs pays arabes ont échoué à réconcilier les parties palestiniennes minées par des dissensions et des différends alors qu'elles doivent resoudre leurs rangs pour contrer l'entité sioniste dans ses visées expansionnistes. L'Égypte, par exemple, a tenté en vain de par-

venir à une réconciliation entre le mouvement Fatah dirigé par le président palestinien Mahmoud Abbas et le Mouvement de résistance islamique palestinien (Hamas). Sur ce, et abordant la vision de l'Algérie, Lamamra a assuré que « Nos efforts visent à faire en sorte que la partie palestinienne, participant au sommet arabe parle d'une voix qui exprime toutes les factions ». C'est le cas de le dire, en effet, car l'Algérie prépare activement le Sommet arabe prévu à Alger, sachant que la question palestinienne est placée au cœur de cette réunion.

F. Guellil

L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU MALI INVITÉ À QUITTER LE PAYS SOUS 72H

Crise ouverte entre Bamako et Paris

Le développement des relations entre le Mali et la France n'est pas de bon augure. Les autorités maliennes ont invité, hier, l'ambassadeur de France de quitter le pays, dans une nouvelle escalade de la brouille entre Bamako et Paris, a annoncé hier la télévision d'État. Les prémices d'une crise sont bien là ! « Le gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale que ce jour (...) l'ambassadeur de France à Bamako, son excellence Joël Meyer, a été convoqué par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (et) qu'il lui a été notifié la décision du gouvernement qui l'invite à quitter le territoire national dans un délai de 72 heures », a annoncé un communiqué lu par la télévision d'État. Les autorités maliennes ont justifié cette décision par les récentes déclarations « hostiles » de responsables français à leur rencontre. Le ministre des Affaires étrangères malien Abdoulaye Diop a estimé dimanche que les tensions entre Paris et Bamako étaient dues au fait que les autorités maliennes de transition aient « touché » aux intérêts de la France en excluant des élections en février. Selon lui, les partisans d'élections le 27 février, la date initialement prévue, souhaitent que « les mêmes personnes reviennent prendre le pouvoir ».

R. I.

PRÉPARATIFS DES JEUX MÉDITERRANÉENS ORAN-2022

Derouaz au rapport chez Le Président

Événement sportif de dimension internationale oblige, la tradition voudra que le président de la République lui-même s'enquière des préparatifs des jeux méditerranéens 2022, prévus à Oran du 25 juin au 25 juillet 2022.

Il n'y a qu'à faire une rétrospective des comptes rendus des réunions du Conseil des ministres, pour constater que le chef de l'Etat suit de très près l'évolution du dossier. Et pour cause, au-delà de réussir le pari sportif, les JM Oran-2022 seront la prochaine vitrine de l'Algérie face à la méditerranée. À quelques encablures de leur déroulement, le président Tebboune a fait le point avec la personne la mieux indiquée, à savoir Mohamed Aziz Derouaz, le commissaire aux JM Oran-2022. C'est dans le souci justement de bien préparer ce rendez-vous sportif, en dépit des rapports du ministre de la Jeunesse et des Sports qui lui sont communiqués, que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a voulu avoir le cœur net sur l'évolution du dossier. Pour ce faire, le chef de l'Etat a reçu hier au palais d'El Mouradia, le commissaire aux jeux méditerranéens



(JM) Oran-2022, Mohamed Aziz Derouaz, dans une audience consacrée à l'avancement des préparatifs.

Selon un communiqué de la présidence de la République, lors de cette audience qui s'est déroulée en présence du Conseiller du président de la République, Abdelhafidh Allahoum, Derouaz a présenté un exposé au Président Tebboune sur les préparatifs en cours pour abriter la 19^{ème} édition des JM. Autrement, Derouaz, installé dans ses fonctions le 4 octobre 2021 par le P.M et dont l'expérience dans le domaine n'est plus à présenter, a exposé devant le chef de

l'Etat les préoccupations qui pourraient, plus ou moins, se dresser devant le staff d'organisation.

Il en temps justement de dire ce qui ne marche probablement pas, ce qui l'est, à l'effet, pour le Président, d'avoir la tête tranquille. Faute de quoi, l'occasion est d'écouter justement toute préoccupation, fut-elle d'ordre logistique, pour pouvoir avancer dans le temps. Chemin faisant, et à l'issue de l'audience, Derouaz a déclaré avoir soulevé au président de la République, « les préoccupations du Comité d'organisation en vue de réunir les meilleures conditions pour

cette manifestation ». Il a également présenté « les taux d'avancement des différents travaux, notamment le dossier des infrastructures sportives et les questions organisationnelles ».

Le commissaire au JM Oran 2022 a aussi indiqué avoir reçu des recommandations du Président pour que cette manifestation « soit à la hauteur des aspirations du peuple algérien, à savoir une réussite totale ». C'est le cas de le dire, puisque le chef de l'Etat, appréhendant tous les enjeux de cet événement sportif, lui accorde une importance capitale.

Farid Guellil

CONSEIL DES MINISTRES

Les principales décisions du Président

À l'issue de la réunion du Conseil des ministres de dimanche, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné plusieurs instructions concernant les secteurs de l'agriculture, du transport, de l'industrie et de l'environnement. Pour ce qui est du secteur agricole, le président Tebboune a insisté sur l'orientation des efforts, notamment dans le Grand sud. Il a également insisté sur l'augmentation de la production céréalière en Algérie, selon un communiqué de la présidence de la République. Concernant la campagne de labours - semailles 2021/2022 et le programme de développement d'arbres rustiques, le président de la République a affirmé que la production agricole est un enjeu crucial pour la nation, et une question de dignité nationale. Et sur ce, « nous avons toutes les capacités pour relever le défi, enregistrant une baisse des chiffres présentés concernant la production céréalière », a-t-il indiqué. Il a également ordonné de doubler la production céréalière en reorientant les efforts dans le secteur agricole, notamment dans le Sud. Comme il appelé au changement des mentalités en plus de repenser les ressources humaines, ainsi que l'utilisation optimale des espaces agricoles pour augmenter le rendement, afin d'atteindre la sécurité alimentaire. Pour ce faire, le chef de l'Etat a fixé la feuille de route qui prévoit l'exploitation optimale des terres agricoles et l'encouragement des agriculteurs à utiliser des technologies modernes.

Ordonnant dans ce contexte, l'utilisation de drones pour une évaluation précise des capacités agricoles du pays tout en soulignant l'importance de la recherche scientifique dans le domaine. Par ailleurs Tebboune a ordonné le développement de l'arganier dans les régions du sud-ouest et des Hauts-Plateaux ouest du pays. Aussi, il a ordonné le démarrage immédiat de la construction d'une nouvelle usine de production de lait dans la capitale, avec une capacité de production d'au moins un million de litres par jour.

VERS PLUS D'ACCÈS AUX CRÉDITS DANS LA GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS

En effet, le président Tebboune a ordonné au citoyen de s'impliquer dans la prise en charge du secteur de l'environnement, en coopération avec la société civile, car elle est un partenaire du secteur. En plus d'intensifier les campagnes de sensibilisation et de renforcer l'esprit de compétition dans le domaine de l'environnement, au niveau scolaire et entre les quartiers, afin d'atteindre une bonne qualité de vie. Il a notamment salué les initiatives enregistrées dans certains villages et quartiers, dans le but de prêter attention à la culture environnementale. Dans ce contexte il a appelé à encourager les investissements dans le domaine de l'environnement, notamment dans le domaine du détournement et de la valorisation des ordures ménagères, qui représente une véritable

richesse. Le président Tebboune a également chargé le Premier ministre, ministre des Finances, d'œuvrer à la facilitation de l'accès aux crédits pour le financement des projets des établissements actifs dans le domaine de traitement des déchets ménagers. Comme il a salué les projets réussis dans le domaine de la protection de l'environnement, tels que la transformation de la décharge d'Oued Semar en un espace vert, en tant que modèle civilisé réussi pour la protection de l'environnement, en accélérant la réalisation du projet d'Oued El-Harrach, selon un communiqué de la présidence de la République.

ACCÉLÉRER LA CADENCE DE L'INVESTISSEMENT AÉRIEN ET MARITIME

Dans le domaine des transports, le chef de l'Etat a souligné la nécessité d'accélérer l'ouverture des investissements dans les secteurs du transport aérien et maritime, et de faciliter les investissements privés. Ordonnant l'exploitation optimale et immédiate de tous les ports nationaux, et de ne pas se concentrer sur le port d'Alger, qui a enregistré 64,5 % de l'activité portuaire totale, à travers le pays, dans le domaine du trafic maritime, tandis que les ports de Ténès, Mostaganem et Djendjen, qui ont enregistré un rendement entre 0 et 11 %. Concernant la revalorisation du projet de tramway de Sétif, le Président a donné son accord pour réexaminer le projet du tramway de Sétif.

Sarah Oub.

ACCORD D'ASSOCIATION

ALGÉRIE - UE

Les prémices d'une révision inéluctable

L'ambassadeur et chef de la délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, Thomas Eckert, poursuit ses échanges avec les responsables algériens commencés après sa prise de fonction à la mi-septembre 2021. Hier, il a été reçu par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, pour passer en revue les relations économiques et industrielles entre l'Algérie et l'UE et les voies de leur renforcement. Ahmed Zaghdar et Thomas Eckert ont également évoqué le programme d'appui de la diversification industrielle et l'amélioration du climat des affaires (PADICA), lancé dernièrement par le ministère de l'Industrie, en coopération avec l'UE ainsi que les résultats escomptés de ce programme notamment en matière de développement des filières de l'électronique et de la mécanique en Algérie. Auparavant, début décembre, l'ambassadeur de l'UE à Alger avait eu un entretien avec le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, sur les relations commerciales entre l'Algérie et l'UE. À cette occasion, le ministre algérien avait mis en avant la stratégie du gouvernement visant la réduction des importations en tant que priorité. On sait que le gouvernement a inscrit également parmi ses priorités l'accroissement du volume des exportations hors-hydrocarbures. Les pays de l'UE constituent un des marchés sur lesquels compte l'Algérie, à condition que l'accord d'association avec l'UE, signé à Valence (Espagne) en avril 2002, et entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005, soit révisé pour créer de meilleures facilitations à l'entrée des produits algériens sur ce marché. Tout le monde le sait, l'accord d'association a permis surtout de gonfler les importations de l'Algérie en provenance des pays de l'UE, avec une part importante de surfacturations. En contrepartie, les exportations algériennes hors-hydrocarbures vers les marchés européens se sont établies à un niveau très modeste. L'accord a été rarement la source d'un flux de capitaux vers l'Algérie pour les besoins d'investissement. Sur le plan économique, les échanges commerciaux avec l'UE ont causé un manque à gagner considérable pour l'Algérie en recettes douanières. En août 2020, lors d'un Conseil des ministres, le président Abdelmadjid Tebboune avait demandé au gouvernement de procéder à une évaluation des accords commerciaux régionaux, dont le principal est l'accord d'association avec l'UE. Lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche 31 octobre 2021, le Président a été plus précis en donnant des instructions pour « revoir les dispositions de l'accord d'association avec l'UE, clause par clause, en fonction d'une vision souveraine et d'une approche "gagnant-gagnant" en tenant compte de l'intérêt du produit national en vue de créer un tissu industriel et des emplois ». On sait que l'Algérie a manifesté plus que des réticences à l'ouverture de la zone de libre-échange prévue pour 2017 par l'accord d'association, reportée ensuite au 1^{er} septembre 2020 et qui n'a pas encore vu le jour. Lors de la 12^e session du Conseil d'association avec l'UE, tenue en décembre 2020, l'Algérie a discuté avec ce partenaire des mesures de révision de l'Accord sur la base de "l'équilibre" entre les deux parties. Pour le président Tebboune « l'accord d'association avec l'UE est le résultat d'une faiblesse de l'État algérien ». C'est ce qu'il avait déclaré fin novembre 2021, lors de son entrevue périodique accordée aux représentants de médias nationaux. Le président Tebboune avait toutefois admis la nécessité de maintenir cet accord mais il devrait « être revu », avait-il dit, pour aller de l'avant et corriger les erreurs du passé.

Les Algériens, qu'ils soient dirigeants politiques, opérateurs économiques ou experts, sont unanimes à considérer que, jusque-là, l'accord d'association Algérie-UE n'a servi que les intérêts des pays européens au détriment de l'intérêt national. L'Algérie a commencé à prendre les devants en orientant ses efforts vers le développement de la zone de libre-échange continentale africaine.

M'hamed Rebah

ILS SONT DERRIÈRE LA TENSION SUR LE MÉDICAMENT, SELON BENBAHMED

Des distributeurs inféodés au lobby d'importation

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed, a annoncé hier l'élaboration d'un nouveau cahier des charges pour les distributeurs de médicaments et ce afin de mettre de l'ordre dans ce marché et d'éviter les ruptures de stocks.



Ph: DR

Intervenant hier sur les ondes de la Radio algérienne chaîne 3, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed, a affirmé qu'« un nouveau cahier des charges concernant les distributeurs de médicaments sera prêt dans les jours à venir, et l'ensemble des distributeurs seront « ré-agrésés » avant fin février, en vue de séparer « le bon grain de l'ivraie ». Répondant à une question relative à l'indisponibilité de certains produits entrant dans le protocole de traitement de la Covid-19, le ministre a réfuté le terme « pénurie », reconnaissant plutôt « une pression » sur certains produits « pendant un moment donné ».

Faisant remarquer que « nous sommes encore en période de pandémie, il est tout à fait normal qu'il y ait pression sur ces produits, le ministre a indiqué qu'une

enquête a été diligentée par les services de son département et des brigades mixtes à ce sujet. Il en ressort que « certains distributeurs, appartenant au lobby de l'importation du médicament, ont effectivement pratiqué de la rétention », pointe-t-il d'un doigt accusateur. « Des sanctions ont été prononcées et des fermetures ont été notifiées à certains distributeurs », a-t-il fait savoir.

Le ministre qui, dans ses propos, a explicitement visé « le lobby de l'importation du médicament » contre lequel son département se bat pour faire baisser la facture des importations, a expliqué que ce groupe d'intérêt se trouve dans la chaîne de distribution.

16 OPÉRATIONS D'INSPECTION EN 5 JOURS
Rappelant dans ce contexte

que le ministère a annoncé dans un communiqué de presse que des équipes d'inspecteurs relevant de cette Inspection générale ont diligenté du 23 au 27 janvier courant, seize opérations d'inspection au centre et à l'est du pays, ayant permis le constat de la rétention de 16 000 boîtes d'Enoxaparine et 250 000 boîtes de Paracétamol, pour lesquelles 15 mises en demeure ont été prononcées.

Mis à part la forte demande sur les médicaments par ces temps de pandémie, rien d'autre ne justifie à priori un quelconque manque des produits puisque « tous ceux entrant dans le protocole de traitement de la Covid-19 sont produits localement, y compris le Lovenox, les tests et aussi le vaccin », rappelle le ministre. À ce sujet, il souligne que l'Algérie est le seul pays dans la

région qui produit le vaccin.

Également il a affirmé que ce qui circule sur l'inefficacité du médicament générique est « faux » indiquant qu'il est fabriqué avec les mêmes matières premières que le médicament d'origine avec un contrôle de production strict. « Ce qui est promu sur le générique le médicament est faux et 80% du reste des médicaments sont produits par des laboratoires internationaux en Algérie avec les mêmes matières premières » explique le ministre.

Et poursuivit-il « avec la main-d'œuvre et les compétences algériennes », je veux dire, « il n'y a pas de différence entre ce que produisent les laboratoires algériens et ce que produisent les laboratoires internationaux », précise l'invité de la Chaîne 3.

Sarah Oub.

BAISSE DES CONTAMINATIONS À LA COVID-19 Les professionnels mettent en garde contre le relâchement

La courbe des cas de contamination à la Covid-19 poursuit sa tendance baissière en Algérie. En plus des chiffres qui sont passés de plus de 2521 à seulement 1464 cas/24h, la diminution de la pression sur les services hospitaliers est un indicateur significatif de cette décrue. Le Pr Yacin Kheloui, pneumologue au niveau de l'hôpital de Blida a affirmé, hier, à la Radio nationale, que son établissement enregistre « une baisse dans les hospitalisations et une baisse de l'activité au niveau des urgences ». Pour Kheloui cette baisse des cas de contamination est le résultat direct des mesures prises par les autorités notamment celle relative à la fermeture des écoles. « On avait constaté, révèle-t-il, que tous les adultes hospitalisés ont un enfant scolarisé et la décision de fermer les écoles a été suivie immédiatement par une baisse sensible du nombre de cas de contamination ». Son collègue au niveau du CHU de Béni Messous, Alger, le Pr Réda Malek Hamidi, a fait savoir hier, que les admissions au service de réanimation ont connu une baisse, indiquant qu'« on a peu de malades qui demandent une prise en charge au service réanimation », confie le Pr Réda Malek Hamidi, et de préciser, que ce service « est saturé par les malades admis précédemment ». Même si le nombre de cas contaminés selon le bilan quotidien des services du ministère de la Santé enregistre une baisse, les professionnels et les spécialistes recommandent la vigilance et mettent en garde contre le relâchement dans le respect des mesures de prévention, dont le port du masque et le respect de la distanciation physique, comme le rappelle le Pr Hamadi, hier, sur les ondes de la Radio nationale, « nous devons continuer cette bataille et rester vigilants ».

R. S.

DEMANDEURS D'EMPLOI Le ministère du Travail met en garde

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Protection sociale porte à la connaissance de l'ensemble des utilisateurs des réseaux sociaux, notamment les demandeurs d'emploi, que la page officielle de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) certifiée par la direction de facebook est la seule et unique page habilitée à les informer sur le marché et les offres d'emploi ainsi que les informations sur l'allocation chômage. À cet effet, le ministère du Travail appelle les citoyens, notamment les jeunes, à la vigilance vis-à-vis des annonces tendancieuses diffusées par certaines pages facebook, qui peuvent pirater leurs données personnelles à des fins malintentionnées. De plus le même département ministériel dégage sa responsabilité de toutes les fausses pages et comptes qui utilisent le logo et le nom de l'ANEM et diffusent des informations erronées qui visent à induire en erreur l'opinion publique.

A. Mounir

16 000 BOITES DE LOVENOX ET 250 000 BOITES DE PARACETAMOL SAISIES Le médicament sous la mainmise des spéculateurs

Il faut le reconnaître, l'heure est grave ! Même les médicaments n'échappent pas à la mainmise des patrons de l'informel et de la spéculation en ces temps de crise sanitaire. Après les produits alimentaires de large consommation, on s'en prend maintenant aux médicaments entrant dans le protocole de traitement de l'épidémie de covid-19.

C'est le bilan établi par les services de contrôle affiliés à l'inspection générale au ministère de l'Industrie pharmaceutique entre la période du 23 au 27 janvier derniers qui vient de mettre la lumière sur la gravité de la situation. Selon ce bilan, il a été saisi pas moins de 16 000 boîtes du médicament anticoagulant lovenox en ce moment très demandé au niveau des pharmacies car il fait partie des traitements les plus prescrits pour les malades atteints de covid. Il a été également saisi dans le cadre de la même opération 250 000 boîtes de paracétamol destinées à la spéculation. Pour lutter contre les pénuries provoquées dans le secteur, il est bon de souligner que le département de l'Industrie pharmaceutique a entamé hier en coordination avec le ministère du Commerce de grandes opérations de contrôle au niveau des pharmacies chargées de la distribution de médicaments et ce pour assurer la disponibilité de ces produits au niveau des pharmacies d'offices. Ces

opérations s'appuient sur un large programme de contrôle de la disponibilité des médicaments, notamment ceux qui rentrent dans le cadre du traitement anti-covid-19. Cette commission mixte, installée le 20 janvier passé, aura pour tâche de veiller sur l'application des instructions du ministre de l'Industrie pharmaceutique visant à alimenter les pharmacies en quantités nécessaires de médicaments anti-covid durant une période n'excédant pas les 48h. La commission devra faire face aussi à toutes les tentatives visant à déstabiliser le marché des médicaments pour créer des pénuries, ou à imposer le monopole.

NÉCESSITÉ D'APPLIQUER AVEC RIGUEUR LA LOI CONTRE LA SPÉCULATION

Il faut dire que la spéculation gangrène aujourd'hui toutes les pratiques commerciales. Même en période de crise sanitaire, les barons de l'informel ne lâchent pas prise pour ramasser des sommes colossales en dehors du circuit officiel. Raison pour laquelle il est vraiment temps d'appliquer strictement et rigoureusement la loi contre l'informel en commençant par le secteur névralgique du médicament. En effet, l'activité commerciale dans le secteur pharmaceutique doit être protégée de ceux qui voient les patients, notam-

ment en ces temps de pandémie, comme des cibles potentielles pour avoir plus de gain. Il faudra ensuite enchaîner avec les autres secteurs notamment celui du Commerce qui, lui aussi, est complètement sous la mainmise de la spéculation. La débandade dans ce secteur doit également connaître sa fin, car la situation s'est empirée depuis l'avènement de la pandémie de covid-19, où l'on assiste à une explosion inexplicable des prix des produits de très large consommation, mais surtout à des pénuries provoquées sur des produits tels, entre autres, la semoule et l'huile de table.

Ania nch

AFFAIRE DU COMPLEXE GAZIER D'ARZEW Chakib Khelil et Mohamed Meziane devant le tribunal de Sidi M'hamed

Après plusieurs reports, le procès de l'ancien ministre de l'Énergie, Chakib Khelil et de l'ancien patron du groupe Sonatrach, Mohamed Meziane, a débuté hier au Pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed à Alger. Les deux accusés sont poursuivis pour des soupçons liés à la corruption dans l'affaire du complexe gazier d'Arzew, à Oran, et pour octroi d'indus privilèges, abus de fonction et conclusion de marchés en infraction aux lois et à la réglementation, conformément à la loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption. Dans cette affaire, sont également poursuivis une pléiade d'anciens cadres de Sonatrach et de firmes étrangères opérant dans le secteur des hydrocarbures. À souligner que le Trésor public et le groupe Sonatrach se sont constitués parties civiles dans cette affaire.

R. N.

SONATRACH

La production d'hydrocarbures en hausse de 5 % en 2021

Le groupe «Sonatrach» a annoncé, hier, dans un communiqué, une augmentation de 5% de la production nationale d'hydrocarbures en 2021, qualifiant ces données "d'encourageantes."

Dans un bilan des réalisations de l'année 2021, le groupe pétrolier a précisé que les premiers indicateurs de production révèlent une augmentation de près de 5% de la production d'hydrocarbures, qui passe de 175,9 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2020 à 185,2 millions de TEP en 2021.

Pour ce qui est du volume



Ph: DF

de production au niveau des unités de raffinage, la compagnie pétrolière annonce une stabilité de l'ordre de 27,9 millions de TEP en 2021, contre 27,8 millions en 2020.

S'agissant de la production de gaz naturel liquéfié (GNL), Sonatrach a réalisé l'an dernier une "avancée remarquable" de 14% dans ce

domaine, ajoutant que le niveau de production a atteint 26,3 millions de m3 en 2021 par rapport à la quantité produite en 2020 (23,1 millions de m3).

Le groupe pétrolier a également souligné avoir couvert les besoins du marché national, estimés à 64 millions de TEP en 2021, soit une aug-

mentation de 9% par rapport à 2020. En ce qui concerne les niveaux d'exportations, le bilan a fait état d'une augmentation significative de 18% entre 2020 et 2021, ce qui a permis d'accroître les quantités exportées de 80,7 millions de TEP fin 2020 à 95 millions en 2021.

Quant aux importations des dérivés pétroliers, la compagnie nationale a fait part d'une baisse importante des quantités importées (-70%), passant de 859.000 TEP en 2020 à 255.000 tonnes en 2021. La société a également souligné qu'"aucune quantité de carburant (essence ou diesel) n'a été importée l'année écoulée".

R. E.

MARCHÉ PÉTROLIER

Le Brent dépasse les 90 dollars

Les prix du pétrole étaient en hausse lundi sur les marchés internationaux, en raison notamment de crises géopolitiques importantes et de la reprise de l'économie mondiale. En début d'après-midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, dont c'est le dernier jour de cotation, a gagné 0,78% à 90,73 dollars. À New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois était en hausse de 0,58% à 87,32 dollars. Selon des analystes, cette hausse des cours s'explique, entre autres, par une demande mondiale robuste et des tensions géopolitiques liées à la crise ukrainienne et à la situation au Yémen.

R. E.

OPEP+

Réunion ministérielle aujourd'hui

Une réunion ministérielle de l'OPEP+ se tiendra aujourd'hui avec ses membres connus dans le cadre de leur alliance. Elle semble encore déterminée à maintenir le cap de leurs efforts. Ce qui ne devrait pas ébranler l'équilibre du marché selon des spécialistes du domaine. Ces derniers, en effet, prévoient en conséquence, un maintien

du plan actuel de production, soit une nouvelle augmentation de 400 000 barils/jour pour le mois de mars. En fait, l'organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés avaient décidé, lors de leur 24e réunion ministérielle, de reconduire le plan d'ajustement de la production mensuelle approuvé lors de la 19e réunion des ministres des pays regroupés

au sein de l'OPEP+ en optant pour l'augmentation de la production globale de 0,4 million barils par jour pour le mois de février en se conformant au mécanisme en compensation, dont la période s'étend jusqu'à fin juin 2022, consacrant ainsi le maintien de leur calendrier mensuel de production, adopté en juillet 2021.

R. E.

PROTECTION DES TERRES AGRICOLES

Un avant-projet de loi en cours de finalisation

Selon la directrice de l'organisation, de la planification foncière et de la mise en valeur au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Chahira Mira Touhami, un avant-projet de loi portant sur la protection des terres agricoles est en cours de finalisation, en attendant de le présenter aux acteurs concernés pour discussion et enrichissement dans une approche participative, avant sa promulgation. À propos du portefeuille agricole nationale, elle a indiqué : « En Algérie, nous avons 44 millions d'hectares de terrain à vocation agricole, dont près de 33 millions d'hectares de terres de parcours et 8,5 millions d'hectares de surfa-

ce agricole utile (SAU). Le reste ce sont des terres agricoles de statut privé. Nous avons aussi 4 millions d'hectares de terrains forestiers ». Concernant le foncier récupéré et recensé jusque-là, Touhami a évoqué

« la récupération de plus de 750 000 hectares dans le cadre du programme de mise en valeur des terres », faisant savoir que « 500 000 hectares de terrains récupérés ont été affectés à l'Office de dévelop-

pement de l'agriculture saharienne dont 136 mille hectares ont été mis à la disposition des investisseurs sur la base d'une plateforme numérisée et d'une procédure digitalisée ».

Sarah O.

PERMETTANT LA CRÉATION DE 52 187 POSTES D'EMPLOIS DIRECTS

950 projets d'investissement débloqués

Dans son rapport bimensuel présenté au président de la République Abdelmadjid Tebboune lors du Conseil des ministres, le médiateur de la République, Brahim Merad, a annoncé que les obstacles ont été levés sur 915 projets. Soit une augmentation de 38 projets par rapport au dernier bilan présenté en date. Il y a eu également la délivrance de toutes autorisations nécessaires concernant 915 pro-

jets permettant la création de 52 187 postes d'emploi directs, au niveau de 46 wilayas. Selon un communiqué de la Présidence, le médiateur de la République a présenté un dossier devant le Conseil des ministres concernant le suivi des projets d'investissement en cours.

Une présentation a également été faite sur l'état d'avancement des projets dans divers secteurs, en application des instructions du

président Tebboune lors du Conseil des ministres du 21 novembre, dans le but de suivre et de traiter les projets au niveau national au cas par cas.

Suite à cette présentation, le Président a ordonné de clarifier la nature des projets dans tous les secteurs, de préparer des rapports précis et détaillés concernant les chiffres et de séparer les petits projets des grands projets.

Sarah O.

7E SESSION DES CONSULTATIONS POLITIQUES ALGÉRO-FRANÇAISES La 5e session du CIHN au menu

Les travaux de la 7ème session des Consultations politiques algéro-françaises au niveau des secrétaires généraux des ministères des Affaires étrangères, tenus dimanche et lundi à Alger, ont permis d'examiner l'état de la coopération entre les deux pays et de discuter des principales échéances à inscrire à l'agenda bilatéral pour 2022, notamment, la 5ème session du Comité intergouvernemental de Haut niveau (CIHN), indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

"Cette échéance, qui s'inscrit dans le cadre de la concertation et du dialogue politique bilatéral, a été l'occasion d'examiner l'état de la coopération algéro-française dans son ensemble et de discuter des principales échéances à inscrire à l'agenda bilatéral au titre de l'année 2022, notamment, la 5ème session du Comité intergouvernemental de Haut niveau (CIHN)", précise la même source. Les questions régionales et internationales d'intérêt commun, particulièrement le dossier libyen, la question du Sahara occidental, la situation au Sahel et au Mali ainsi que d'autres questions globales liées à la lutte anti terroriste, ont également été au menu des discussions. La 7ème session s'est tenue sous la coprésidence du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Chakib Rachid Kaid, et du secrétaire général du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, M. François Delattre.

APS

AADL

Reprise de la réception des souscripteurs à partir de dimanche prochain

L'Agence de l'amélioration et du développement de logement (AADL) a annoncé, hier, dans un communiqué, la reprise, à compter de dimanche prochain, la réception des souscripteurs du programme de logements de type location-vente et des résidents de ses cités. "L'AADL porte à la connaissance de ses aimables souscripteurs et des résidents des quartiers de logements de type location-vente, que la reprise du travail relatif à la fixation des rendez-vous de réception et de suivi des dossiers dans toutes les directions régionales relevant de l'agence, se fera progressivement à partir du dimanche 06 février 2022", précise le communiqué publié sur la page officielle Facebook de l'AADL.

L'AADL avait suspendu l'opération de prise de rendez-vous en raison du rebond des contaminations par le Coronavirus parmi ses employés et ses travailleurs, du lundi 24 janvier au mardi 1er février, avant qu'il ne soit décidé de prolonger cette mesure jusqu'à dimanche prochain, en raison de la persistance de la situation épidémiologique.

R. E.

**S
T
R
O
P
S**

**IL SOUHAITE D'ABORD S'IMPOSER
À WOLVERHAMPTON FC**

**Aït Nouri pas
pressé pour
rejoindre les
Verts**

Depuis le fiasco de la sélection algérienne au Cameroun, les spéculations vont bon train au sujet d'éventuels renforts au sein des Verts avant la double confrontation contre le Cameroun lors de la dernière semaine de mars prochain dans le cadre des barrages qualificatifs pour le Mondial-2022.

Les renforts annoncés concernent les trois compartiments de l'équipe nationale, dont la défense, où la nécessité de faire appel à de nouveaux latéraux se fait sentir. À ce propos, tout le monde souhaite voir le jeune arrière gauche du club anglais de Wolverhampton FC, Rayane Aït Nouri, dans les rangs du "Club Algérie".

Des rapports de médias français avaient fait savoir, il y a quelques mois, que le joueur avait reçu une convocation de Djamel Belmadi pour prendre part à l'un des derniers regroupements des Verts de l'année 2021. Une information vite démentie par l'entourage du sélectionneur national.

Il faut savoir que Aït Nouri n'a pas encore exprimé sa position définitive sur la possibilité de représenter les Verts, même s'il avait envoyé un message codé à Belmadi, après que son nom ait été



Phs : DR

barré de la sélection française des moins de 23 ans qui a disputé l'Euro de sa catégorie l'été dernier.

Le latéral gauche avait officiellement signé un contrat de 5 ans avec Wolverhampton, après avoir passé une saison sous forme de prêt en provenance d'Angers. Il a participé à 24 matchs avec le club « Wolves » au cours de l'exercice précédent, parvenant à inscrire un but et faire deux passes décisives.

Pour cette saison, il est en train de réussir une ascension fulgurante dans la cour anglaise des grands. Ses prestations sont souvent vantées par les spécialistes outre-manche, non sans séduire les fans algériens qui suivent de près la Premier League, réclamant sa venue chez les

Fennecs.

Sélectionné en équipe de France U19 et U21, Rayane Aït Nouri n'a jamais été appelé en A. Par conséquent, le jeune latéral gauche de 20 ans peut encore se tourner vers l'Algérie. D'après nos informations de Koorra, le père du Franco-algérien aurait rencontré Djamel Belmadi. L'ancien joueur d'Angers serait disposé à porter le maillot des Fennecs, mais il préfère se donner encore du temps pour s'affirmer davantage au sein de son club anglais où il tient à s'imposer définitivement comme titulaire à part entière au cours de l'exercice en cours. C'est du moins ce qu'a confié le père du joueur à une source digne de foi.

H. S.

IL RÊVE DE PARTICIPER AU PROCHAIN MONDIAL

Boudaoui décidé à revenir en force en sélection

L'international algérien, Hichem Boudaoui, absent de l'actuelle CAN après avoir goûté à la joie de la consécration lors de celle d'avant en Égypte, garde espoir de retrouver vite les Verts et participer avec eux au prochain Mondial au Qatar.

Dans une interview accordée au site Goal, le joueur formé au Paradou AC, s'est montré déterminé à revenir en force avec les Verts en prévision de la double confrontation face au Cameroun en mars prochain, pour le compte des barrages du Mondial 2022.

«La Coupe du Monde avec l'Algérie, il n'y a rien de plus beau. Je souhaite y être, bien sûr. Participer au Mondial avec son pays, ça fait rêver tout le monde. J'ai donc cette envie et je vais travailler dans cette optique», a déclaré Boudaoui, qui porte depuis 2019 les couleurs de l'OGC Nice.



Le natif de Béchar (22 ans) a également évoqué ses ambitions avec son club en faisant de la Ligue des Champions un objectif primordial. «C'est le gratin du football européen et la plus belle des compétitions qui existe, a-t-il

fait savoir sur la C1. Et le faire avec Nice, le club dans lequel je suis depuis trois ans et après avoir franchi beaucoup d'étapes, serait encore plus gratifiant. Entendre la musique de la Ligue des Champions ici à l'Allianz

Riviera devant nos supporters serait magnifique. Maintenant, il reste beaucoup de travail à faire pour pouvoir la jouer. On n'y est pas encore».

En fait, Boudaoui a déjà une petite expérience européenne, en prenant part la saison passée à l'Europa League, pendant laquelle le club de la Côte d'Azur n'a pas fait long feu.

Le milieu de terrain algérien a profité également de l'occasion pour rendre hommage à son coéquipier et compatriote Youcef Atal pour l'avoir aidé à s'intégrer durant ses premiers mois en France. «Youcef a été d'une grande aide lors de mes premiers pas en France.

C'était ma première expérience en Europe, j'ai rencontré des difficultés et lui m'a aidé pour les affronter. Et il a contribué à mon intégration rapide à l'équipe », a-t-il affirmé.

Hakim S.

BOUIRA. SADEG

Une enveloppe de 445 mda pour développer le réseau électrique

Une enveloppe financière de 445 millions de dinars (mda) a été mobilisée par la direction de Bouira de la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG), pour développer et renforcer le réseau électrique de la wilaya, au titre du programme de l'année 2022, a-t-on appris dimanche auprès de cette société.

À travers ce nouveau programme, la SADEG veut "réaffirmer son essence et son esprit d'entreprise citoyenne", a indiqué à l'APS la chargée de communication de la SADEG, Ouidad Benyoucef qui a ajouté "nous voulons également développer la notion du service public à travers la mise en œuvre de programmes visant ainsi à améliorer les conditions de vie des citoyens de la wilaya", a-t-elle dit. Dans ce contexte et en prévision de l'été 2022, la direction locale de la SADEG a alloué ce montant pour la réalisation de quelques projets visant à développer et à renforcer le réseau de



l'énergie électrique dans le cadre du "plan passage été 2022", a observé Mme Benyoucef. Ce montant est destiné à la concrétisation d'un nombre d'opérations dont celle portant réalisation de 10 postes transformateurs électriques, ainsi que d'un réseau de 41 kilomètres de lignes électriques de basse et moyenne tension, a-t-elle précisé. Cette opération est inscrite au profit de dix localités et quartiers à l'image de "Bassin Macro" à Bouira, Madinet El-Hayat, Guergour, Capet et Zouatna à Lakhdaria (Ouest de Bouira), Taicht à M'Chedallah, Toghza à Chorfa (Est), Tabourth à Aomar (Nord-ouest), ainsi que Belkat à Mesdour (sud), d'après les détails

fournis par la même responsable. Inscrits dans le cadre du programme hors "plan passage été 2022", six autres postes transformateurs électriques et un réseau de 29,35 km de lignes électriques de basse et moyenne tension seront réalisés au profit des localités et quartiers d'Inzel à Ath Mansour (Est de Bouira), Ouled Boudiaf à Oued El-Bardi, El-Hamra à Djebahia et El-Hakimia ainsi qu'El Djebba et Laifaoui à Sour El Ghouzlane (Sud).

La direction locale de la SADEG "œuvre toujours pour le développement et le renforcement de ses services au profit des citoyens", a assuré Mme Benyoucef.

TÉBESSA. COVID-19

Plus de 56% du personnel du secteur de l'Éducation vacciné

Le taux de vaccination du personnel du secteur de l'Éducation de la wilaya de Tébessa (cadres, enseignants et agents administratifs) contre la covid-19 a atteint les 56,96%, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'Éducation. L'opération de vaccination anti-Covid-19 se poursuit dans sa quatrième phase dans toutes les unités de dépistage et de suivi UDS (25UDS) réparties à travers le territoire de la wilaya de Tébessa, a déclaré à l'APS le directeur local de l'Éducation, Lakhdar Benmazouz, faisant état de la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires de concert avec le secteur de la santé. La quatrième phase de vaccination cible quelques 16 000 employés du secteur de l'Éducation pour recevoir les doses de vaccin notamment la troisième dose pour renforcer l'immunité contre le virus, a souligné le même responsable, précisant que la 4^{ème} phase est accompagnée par de vastes campagnes de sensibilisation en vue d'assurer l'immunité collective et casser la chaîne des contaminations. Dans ce cadre, le directeur local de l'Éducation a appelé les élèves et leurs parents à « profiter » de la semaine supplémentaire de la décision de suspension des cours pour réviser les leçons et ne pas laisser les enfants dehors pour éviter toute éventuelle contamination. Pour rappel, le taux de vaccination contre la covid-19 à Tébessa n'a pas dépassé les 30% en dépit de la mobilisation de 91 centres de vaccination à travers tout le territoire de la wilaya, la disponibilité d'importantes doses de diverses marques de vaccin et l'organisation de campagnes de sensibilisation sur l'importance de la vaccination pour acquérir l'immunité contre ce virus et freiner sa propagation.

TOUGGOURT. DÉVELOPPEMENT

Plusieurs opérations projetées en 2022

Plusieurs opérations de développement tous secteurs confondus sont projetées au titre de l'exercice 2022 dans la wilaya de Tougourt, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Parmi ces actions, figurent un projet de raccordement du réseau de rejet des eaux usées, dans la daïra de Taïbet, au canal d'Oued-Righ, pour une enveloppe estimée à 4,6 milliards de dinars, susceptible de mettre fin au phénomène de la remontée des eaux de la nappe phréatique, a-t-on précisé. Il s'agit aussi de la réhabilitation de l'ensemble des stations de refoulement des eaux usées relevant des différentes communes de la wilaya, le raccordement des nouveaux lotissements sociaux au réseau d'alimentation en eau potable et la rénovation du réseau dans les communes d'El-Hadjira et El-Alia, a ajouté la même source. Les opérations proposées dans le secteur des travaux publics consistent, notamment, en la réalisation d'une voie dédoublée de 17 km sur la route nationale

(RN-3), de la commune de Mégarine vers les limites territoriales de la wilaya d'El-Meghaïer, en plus d'un tronçon de 28 km sur la RN-16, menant vers la wilaya d'El-Oued et le raccordement de cet axe routier au complexe de Bir-Sbaâ (wilaya de Tougourt) sur une distance de 65 km.

D'autres opérations sont également prévues par la wilaya, dont la réalisation de l'évitement de la circulation routière dans la ville de Tougourt, ainsi que cinq passages à niveau gardé tout au long de la ligne ferroviaire traversant le territoi-

re de cette collectivité en vue d'assurer la sécurité des usagers de la route, a-t-on indiqué de même source.

Concernant le secteur de l'éducation, la wilaya de Tougourt prévoit la réalisation de nouvelles structures éducatives susceptibles de contribuer à l'amélioration des conditions de scolarisation et à l'élimination du problème de la surcharge des classes. Il s'agit d'un lycée à El-Alia et cinq collèges d'enseignement moyen (CEM) prévus dans les communes de Tougourt, Taïbet, Témacine, El-Hadjira et Sidi-Slimane, selon les données des services de la wilaya.

OUM EL-BOUAGHI. TOURISME

Réception de 4 hôtels avant fin 2022

Quatre (4) hôtels privés seront réceptionnés dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi " avant la fin de l'année en cours 2022 ", a-t-on appris dimanche auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat. Ces projets qui augmenteront de 444 lits supplémentaires le parc hôtelier de la wilaya seront réceptionnés dans les communes d'Ain M'lila (deux hôtels), Ain Fakroune et Ouled Hamla, a précisé le directeur du secteur, Yacine Ababsa. Selon le même responsable, le projet de l'hôtel d'Ouled Hamla est le premier du genre

dans cette collectivité locale et comprendra une piscine semi-olympique et plusieurs espaces de divertissement. La wilaya d'Oum El Bouaghi compte 14 hôtels dont sept ont été classés en 2021 d'une étoile à trois étoiles et les autres devront l'être courant cette année, a indiqué M. Ababsa qui a fait état de 44 projets hôteliers en cours de réalisation à travers les différentes communes de la wilaya dont la plupart disposeront de structures sportives et de loisirs.

ORAN. SEOR

Le paiement électronique des factures d'eau à partir du 1er février

Les factures de consommation d'eau à Oran peuvent être payées sur Internet via le site de la Société de l'eau et de l'assainissement (SEOR) à partir du 1^{er} février, a-t-on annoncé dimanche dans un communiqué de cette entreprise. "Conformément à la politique de l'Etat pour la promotion de la numérisation afin de répondre au mieux aux attentes et besoins de sa clientèle, en facilitant les processus de paiement, la SEOR met en place à partir du 1^{er} février 2022 l'interopérabilité des cartes CIB et Eddahabia", a-t-on indiqué. "À partir de cette date, le paiement peut donc s'effectuer directement sur le site de la SEOR", a-t-on précisé, ajoutant que les clients qui disposent d'une carte CIB ou Eddahabia peuvent régler leurs factures gratuitement en "toute sécurité" sur le site WEB de l'entreprise. "Il suffit de se connecter sur le site de la SEOR, puis accéder à la rubrique -Mon portail- et suivre les étapes indiquées comme la saisie du code de paiement indiqué sur la facture et les informations relatives à la carte bancaire", a-t-on expliqué.

SDO

Plus de 75 agressions sur le réseau du gaz naturel en 2021

La direction d'Oran de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) a déploré plus de 75 agressions sur le réseau du gaz naturel au niveau des communes d'Oran et de Bir El Djir en 2021, a-t-on appris dimanche de cette société. Dans un communiqué dont une copie a été remise à l'APS, la société a indiqué que ses services ont enregistré, l'année écoulée, 75 agressions sur le réseau de gaz naturel ayant provoqué des coupures d'approvisionnement de cette énergie, en raison de travaux menés par des entreprises qui assurent différents chantiers. Sonelgaz a déposé des plaintes auprès des services compétents sur des constructions édifiées au dessus du réseau de gaz naturel, a fait savoir la même source. La direction de la SDO a dénombré 109 cas d'agressions similaires sur le réseau de distribution du gaz naturel durant l'année 2020, a-t-on rappelé, endossant l'entière responsabilité aux entreprises qui effectuent des travaux sans consultations préalables des services compétents, selon le même communiqué qui affirme que ces agressions ont été à l'origine d'accidents "graves". La direction d'Oran de la société de distribution de l'électricité et de gaz couvre les communes du chef-lieu de wilaya et de Bir E-Djir, tandis que la direction d'Essénia assure la couverture du restant des 24 communes de la wilaya.

CINÉMA

Une dizaine de films en lice pour le Prix Bouamari-Vautier

Une dizaine de films algériens sont en lice pour le Prix Bouamari-Vautier récompensant une première fiction ou un premier documentaire réalisé par de jeunes cinéastes algériens et franco-algériens, annonce l'association France-Algérie, initiatrice du projet.

Pour sa cinquième édition, le Prix Bouamari-Vautier sera remis lors d'une cérémonie prévue le 14 février prochain à l'Institut du monde arabe à Paris.

Dans la catégorie du long métrage de fiction, les films "Cigare au miel" de Karim Aïnouz, "Ibrahim" de Samir Guesmi, "Soula" de Salah Issaad, "Voyage en Kabylie" coréalisé par Hace Mess et Mathieu Tuffreau, ainsi que "La vie d'après" de Anis Djaâd, et "Argu" de Omar Belakcemi, qui ont été récemment primés dans des festivals en France et en Tunisie, sont en lice pour ce prix.

Du côté des films documentaires, le film à succès "Leur Algérie" de Lyna Soualem est



Phs : DR

en compétition avec "Ne nous racontez plus d'histoire!" coréalisé par Ferhat Mouhali et Carole Filu Mouhali et "Les visages de la vic-

toire" de Lyèce Boukhitine. Le jury de ce prix présidé par la réalisatrice Dominique Cabrera compte, entre autres membres, les cinéastes algériens Farid Bentoumi, Tahar Boukella et Nadir Moknèche ainsi que le réalisateur Alexandre Arcady ou encore l'universitaire Denise Brahimi.

Ce prix porte le nom de deux prestigieuses personnalités qui ont marqué le cinéma algérien, Mohamed Bouamari (1941-2006), acteur et réalisateur ayant signé des films comme "Le charbonnier", "A l'ombre des remparts" ou encore "Nuit", et René Vautier (1928-2015), cinéaste français et militant anticolonialiste engagé pour la cause algérienne à travers ses films comme "Afrique 50", premier film anticolonialiste français diffusé clandestinement, "Une nation l'Algérie", "Un peuple en marche", ou encore "Avoir vingt ans dans les Aurès".

Fondée en 1963 à l'initiative de l'ethnologue Germaine Tillion avec de nombreuses personnalités, journalistes et hommes de lettre, l'association France-Algérie oeuvre pour renforcer la connaissance réciproque des sociétés civiles française et algérienne à travers de nombreux projets dans différents domaines.

GUILLERMO DEL TORO :

«"Nightmare alley" est une tragédie sur le mensonge»

Le réalisateur mexicain oscarisé Guillermo Del Toro rend hommage au film noir hollywoodien dans « Nightmare Alley ». Discussion forcément cinéphile. Ne jamais, vraiment jamais, lancer Guillermo del Toro sur ses influences majeures si vous ne voulez pas l'entendre refaire avec gourmandise toute l'histoire du cinéma, d'Orson Welles à Steven Spielberg, de Luis Buñuel à David Lean et bien sûr à Tod Browning et son « Freaks », auquel il ne peut s'empêcher de faire référence à chacun de ses films ou presque.

Ce cinéphile furieux, devenu le chef de file du renouveau du cinéma mexicain avec ses amis Cuarón et Iñárritu, célébré pour ses films fantastiques d'auteur et ses univers tordus, prend aujourd'hui un chemin de travers. Cette fois, il cite goulûment Otto Preminger et William Wellman pour « Nightmare Alley », son hommage enflammé aux grands films noirs de l'âge d'or hollywoodien. Il y a aussi beaucoup de Steinbeck dans ce portrait d'un homme torturé et à la dérive (Bradley Cooper), recueilli dans un cirque et qui deviendra finalement une sorte de faux mentaliste dans la haute société américaine. « C'est une tragédie sur le mensonge, explique Guillermo del Toro. Ou comment la perte des repères peut plonger un ambitieux dans le drame le plus sombre. Ce personnage est presque une ombre qui combat la vacuité de son existence, jusqu'au dénouement tragique, ce moment où, pour la première fois, il n'aura plus à mentir. C'est quasiment un happy end », sourit-il. Del Toro enfonce le clou d'une société américaine clivée où l'on prend des libertés avec la vérité. Avec tendresse chez les oubliés, avec froideur chez les bien-nés.

Sûrement trop long, son film est en revanche un nouveau prodige visuel où les décors aux lignes froides jouent un rôle primordial.

MON FILM PRÉFÉRÉ, C'EST "2001 : L'ODYSSÉE DE L'ESPACE"

Aux côtés de Bradley Cooper, Cate Blanchett est incontournable en femme fatale version vipère blond platine. « J'avais déjà eu avec Cate un projet de série sur le film noir qui ne s'est jamais fait. J'ai donc écrit ce personnage directement pour elle. Ce que je fais souvent d'ailleurs. » Pour son héros masculin, il a hésité entre Cooper et Leonardo DiCaprio. « Mais Bradley m'a fait découvrir des facettes de Stan auxquelles je n'avais pas pensé. » Le tournage a été interrompu six mois lors du confinement de 2020. À sa reprise – avec une charte sanitaire de 60 pages rédigée par le réalisateur lui-même –, l'actualité est venue se fonder dessus. « Nous vivions à notre tour cette dépression profonde, cette torture psycholo-



gique au centre du récit », se souvient-il.

Célébré pour « Cronos » ou « Le labyrinthe de Pan », décrié pour « Pacific Rim », le cinéaste a connu des hauts et des bas, embrassé les codes de Hollywood tout en la jouant solo au point de refuser la réalisation d'un « Harry Potter » et même du « Hobbit ». Jusqu'à 2018 et « La forme de l'eau », thriller fantastique qui lui vaut un Lion d'or à Venise et les Oscars du meilleur film et du meilleur réalisateur. Une sorte de libération

pour celui qu'on a trop souvent cantonné à ses univers fantasmagoriques et à ses créatures terribles. « C'était réducteur en effet. Mon film préféré, c'est "2001 : l'odyssée de l'espace", sourit Guillermo.

Il termine actuellement une énième relecture de Pinocchio pour Netflix (avec encore Cate Blanchett) qu'il définit comme « un anti-Pinocchio [qu'il veut] rapprocher du mythe de Frankenstein, avec une nouvelle fois la figure centrale du père maudit ». Chassez la naturel...

BOX-OFFICE NORD-AMÉRICAIN

Spider-Man continue de tisser sa toile en tête

"Spider-Man: No Way Home", dernier épisode en date des aventures de l'homme araignée, continue de caracoler en tête du box-office nord-américain après avoir engrangé encore 11 millions de dollars sur le week-end, selon les chiffres provisoires publiés dimanche par Exhibitor Relations, cabinet spécialisé dans l'industrie cinématographique. Le film, premier de l'ère Covid à avoir récolté plus d'un milliard de dollars en Amérique du Nord et à l'international depuis sa sortie, a ainsi conservé la première place devant le film d'horreur "Scream" qui l'avait brièvement détrôné il y a deux semaines.

Sept semaines après sa sortie, le film produit par Sony continue d'apporter une bouf-

fée d'oxygène à une industrie du cinéma mise à genoux par la pandémie, avec des recettes mondiales de 1,69 milliard de dollars. La nouvelle version de la saga "Scream", cinquième du nom, arrive en deuxième position. Le film d'horreur des studios Paramount a engrangé 7,4 millions de dollars dans les cinémas américains et canadiens de vendredi à dimanche, lors d'un week-end où les salles obscures n'ont pas connu foule. La troisième place demeure inchangée avec le film d'animation des studios Universal "Tous en Scène 2", qui a glané 4,8 millions ce week-end. Autre produit Universal, le drame romantique chrétien "Redeeming Love" arrive à nouveau en quatrième position pour sa deuxième semaine d'exploitation avec des

recettes de 1,9 million de dollars. Cette parabole sur le péché et la rédemption qui se situe en Californie pendant la Ruée vers l'or a eu plus de succès d'audience, notamment dans le sud conservateur des États-Unis, qu'auprès des critiques. "The King's Man", préquel des films d'espionnage "Kingsman", avec les acteurs Ralph Fiennes, Gemma Arterton et Rhys Ifans, conserve sa cinquième place avec 1,8 million de dollars.

Le reste du top 10:

- 6 - "355" (1,4 million de dollars)
- 7 - "American Underdog" (1,2 million)
- 8 - "S.O.S. Fantômes: L'Héritage" (0,8 million)
- 9 - "Licorice Pizza" (0,7 million)
- 10 - "West Side Story" (0,6 million)

APRÈS DE VIVES CRITIQUES Spotify annonce des mesures contre la désinformation

Spotify va prendre des mesures pour combattre la désinformation sur le Covid-19 sur sa plateforme, a annoncé dimanche le géant suédois de la musique en ligne, après un mouvement de boycott lancé par la légende du folk-rock Neil Young. Le numéro un mondial du streaming musical va notamment introduire des liens dans tous ses podcasts évoquant le Covid, qui guideront ses utilisateurs vers des informations factuelles et scientifiquement sourcées, a annoncé son PDG et fondateur Daniel Ek. "Sur la base des retours que nous avons depuis ces dernières semaines, il est devenu clair pour moi que nous avons une obligation de faire plus pour fournir de l'équilibre et donner accès à une information largement acceptée des communautés médicales et scientifiques", a déclaré le milliardaire suédois dans un communiqué. "Ce nouvel effort pour combattre la désinformation sera lancé dans les pays à travers le monde dans les prochains jours. À notre connaissance, ces conseils sur le contenu sont une première pour une plateforme majeure de podcasts", souligne-t-il. Spotify a également rendu publiques dimanche ses règles d'utilisation et affirme "tester des façons" de davantage signaler aux créateurs de podcasts "ce qui est acceptable", sans évoquer ouvertement de mesures de sanctions. Cette annonce fait suite à une controverse croissante initiée par l'Américano-Canadien Neil Young, qui a annoncé cette semaine le retrait de sa musique de la plateforme suédoise si elle ne renonçait pas à héberger le podcast du controversé mais très écouté animateur américain Joe Rogan. Ce dernier est accusé d'avoir découragé la vaccination chez les jeunes et d'avoir poussé à l'utilisation d'un traitement non autorisé, l'ivermectine, contre le coronavirus. Un mouvement en ligne de désabonnement de la plateforme avait été lancé sur les réseaux sociaux, et la chanteuse de country Joni Mitchell avait à son tour annoncé vendredi son retrait de Spotify. La polémique avait aussi soulevé le débat des nouvelles responsabilités des plateformes de streaming sur la désinformation, à l'instar des mesures prises par des réseaux sociaux comme Facebook ces dernières années.

Les courses en direct



HIPPODROME KAID AHMED - TIARET
MARDI 1^{ER} FEVRIER 2022 - PRIX : DJEHANE - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 800 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

Forman D'Hem, à la poursuite de Amirat Esahra

En ce premier jour du mois de février l'hippodrome Kaid Ahmed de Tiaret, nous propose ce prix Djehane réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé en Algérie, surcharge un kilo par tranche de 70 000 dinars cumulés en gains depuis septembre, maximum 5 kilos qui se déroule sur un parcours classique de 1800 mètres. Ce qui va donner du piment à l'épreuve, quoique nous avons retenu pour vous les meilleurs éléments habitués à ce genre d'exercice. L'ordre d'arrivée peut changer la donne.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. QUIDADI. Quoiqu'il court assez souvent on ne peut l'écarter définitivement dans ce genre de parcours. Il sera dans le coup, sauf accident.

2. TAMAME. Ce vieux guerrier court toujours après un repos d'un ou deux mois, ce qui lui donne de meilleurs moyens d'affronter les 1800 mètres qui ne sont pas facile à avaler.

3. DARRAZ. Il aura fort à faire ici. Au mieux il sera coché dans une longue combinaison.

4. THAWEB. Il fait l'objet d'un changement de monte inattendu. Il reste difficile à situer. Sauf s'il va y avoir une nouvelle monte.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
A. RASSINE	1	QUIDADI	S. BENYETTOU	58	10	PROPRIÉTAIRE
H. METIDJI	2	TAMAME	W. HAMOUL	57	13	H. DJELLOULI
D. BOUBEKEUR	3	DARRAZ	R. BELMORSLI	57	3	PROPRIÉTAIRE
AM. BETTAHAR	4	THAWEB	YS. BADAQUI	56	9	PROPRIÉTAIRE
B. FEGHOULI	5	FADHL EL MESK	K. HAOUA	55	5	K. FEGHOULI
M. DILMI	6	AMIRAT ESAHRA	AZ. ATHMANA	55	1	PROPRIÉTAIRE
A. AOUSSAT	7	FUJI D'HEM	M. DJELLOULI	55	12	D. DJELLOULI
MZ. METIDJI	8	FORMAN D'HEM	JJ : MD. ASLI	52,5	11	K. ASLI
Y. METIDJI	9	CHABBA	AH. CHAABI	51	7	F. BENZEFRIT
MR. KHALDI	10	ZORAI M'HARECHE	JJ : HO. EL FERTAS	51	6	PROPRIÉTAIRE
HARAS EL MESK	11	HADIL EL MESK	JJ : HA. EL FERTAS	50	2	K. FEGHOULI
M. DILMI	12	SALVADOR M'HARECH	M. MAHMOUDI	50	4	PROPRIÉTAIRE
B. FEGHOULI	13	INES EL MESK	B. FEGHOULI	50	8	PROPRIÉTAIRE

5. FADHL EL MESK. Ce mâle alezan de cinq ans n'est jamais loin des premiers, on peut le retenir en cas de défaillance de nos favoris..

6. AMIRAT ESAHRA. Cette vieille guerrière garde toujours le cap droit devant. Pour la battre il faut mettre le paquet.

7. FUJI D'HEM. Cette pouliche possède l'étoffe d'une future classique, on peut lui faire confiance. Outsider fort séduisant.

8. FORMAN D'HEM. C'est le candidat qui peut battre Amiret Esahra, on ne connaît pas encore ses limites sur ce parcours classique de 1800 m.

9. CHABBA. Cette jument qui n'est plus à présenter possède un bel avantage au poids, elle peut être redoutable. Méfiance.

10. ZORAI M'HARECHE. Tâche difficile.

11. HADIL EL MESK. Pas pour cette fois-ci.

12. SALVADOR M'HARECHE. S'attaque à plus fort.

13. INES EL MESK. Tâche difficile.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

8. FORMAN D'HEM - 9. CHABBA - 6. AMIRAT ESAHRA - 1. QUIDADI - 2. TAMAME

LES CHANCES

7. FUJI D'HEM - 5. FADHL EL MESK

Décès de Hamid Imerzouken, directeur de production à l'EPTV

Hamid Imerzouken, directeur de production à l'Entreprise publique de la télévision algérienne (EPTV), est décédé dimanche, a-t-on appris auprès de l'EPTV. Le défunt occupait le poste de directeur de production et avait plusieurs contributions aux programmes de l'Entreprise qu'il a rejoint en 1991, précise la même source. Il a participé à plusieurs productions télévisées dont le feuilleton "Indama tajrahouna el ayam" (quand les jours nous blessent) qui sera diffusé sur la télévision algérienne le mois de Ramadhan prochain. Réagissant à cette triste nouvelle, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a présenté ses "sincères condoléances" à la famille du regretté. Le directeur de l'EPTV, Chaabane Lounakel a présenté, en son nom personnel et au nom de tous les travailleurs de l'entreprise, les condoléances les plus attristées aux proches de Hamid Imerzouken. Pour sa part, le Directeur général de l'APS, Samir Gaid, a exprimé ses sincères condoléances à la famille du défunt, priant Dieu le Tout Puissant de l'accueillir en son vaste paradis et de prêter patience et réconfort à ses proches.

Cinq morts et 164 blessés sur les routes ces dernières 24 heures



Cinq (05) personnes sont décédées et 164 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas, a indiqué lundi un bilan de la Protection civile (PC). Par ailleurs, les éléments de la PC sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 12 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (CO) émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domicile, dans les wilayas de Batna, Biskra, Bechar, Constantine et Ghardaïa. Les unités de la PC de Blida sont également intervenues suite à une fuite de gaz de ville, suivie d'une explosion à l'intérieur d'une habitation, située dans la rue Wali Mohamed, dans la commune de Blida, ayant causé des brûlures et blessures diverses à une personne, prise en charge sur les lieux, puis transférée vers l'hôpital local.

Saisie de près de 3 000 pièces de drogues dures à Constantine

Les forces de la brigade de répression du banditisme du service de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Constantine sont parvenues en coordination avec des partenaires sécuritaires à saisir 2.923 pièces de drogues dures et à démanteler un réseau criminel dangereux de cinq (5) individus activant à travers le pays, apprend-on dimanche de ce corps constitué. Selon la même source, l'affaire remonte à l'exploitation d'informations parvenues aux éléments de la police relatives à deux personnes se dirigeant d'une wilaya de l'Est vers une autre wilaya de l'intérieur du pays en passant par celle de Constantine et transportant une quantité considérable de drogues



dures à bord d'une voiture de tourisme. Un point de contrôle sécuritaire inopiné a été installé permettant l'arrestation de deux personnes à bord d'un véhicule dont la perquisition a permis de découvrir 2.923 pièces de drogues dures dissimulées

soigneusement dans la malle dans des sachets en plastique. La même source a ajouté qu'avec l'élargissement des compétences sur la base d'une autorisation du parquet local, les enquêteurs se sont déplacés vers trois wilayas voisines et ont arrêté

trois autres personnes et saisi une arme à feu traditionnelle, trois cartouches de 12 mm en plus d'une arme blanche prohibée (bombe lacrymogène) et du véhicule. Après l'accomplissement des procédures légales, les mis en cause âgés entre 29 et 37 ans ont été présentés devant le parquet pour "stockage, possession et transport de drogues dures d'une manière illicite en vue de les vendre en utilisant un véhicule à moteur dans le cadre d'une bande criminelle organisée activant dans le domaine de la contrebande internationale et possession d'arme à feu traditionnelle, de munitions de guerre et d'une arme blanche prohibée sans motif légal".

La Syrie intercepte des missiles israéliens visant Damas

Les systèmes de défense antiaérienne syriens ont intercepté des missiles israéliens tirés en direction de Damas, selon une source militaire citée hier, par la presse officielle syrienne. Des missiles israéliens tirés en direction de Damas ont été interceptés par les systèmes de défense antiaérienne syriens, a rapporté, hier, la presse officielle syrienne en citant une source militaire. Des dégâts matériels ont été rapportés, mais les défenses antiaériennes ont intercepté certains des missiles et répondu à l'attaque, précise l'agence de presse syrienne SANA.

Huawei poursuit la Suède en justice après son exclusion de la 5G

Huawei a déclaré dimanche avoir déclenché une procédure d'arbitrage contre la Suède sous l'égide du groupe de la Banque mondiale, après l'interdiction faite au géant chinois des télécoms de vendre ses produits 5G dans le pays nordique. "La décision des autorités suédoises de discriminer Huawei et de l'exclure du lancement de la 5G a gravement nui aux investissements de Huawei en Suède, en violation des engagements internationaux de la Suède", a indiqué la société chinoise dans un communiqué. Elle a donc "engagé des procédures d'arbitrage (...) contre le royaume de Suède" devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui appartient au groupe de la Banque mondiale, "suite à un certain nombre de mesures prises par les autorités suédoises visant directement les investissements de Huawei en Suède et excluant Huawei du lancement des produits et services destinés au réseau 5G du pays", a-t-elle ajouté. Huawei n'a pas précisé le montant des dommages et intérêts réclamés.



Selon la télévision publique SVI, la somme initialement demandée était de 5,2 milliards de couronnes suédoises (495 millions d'euros), mais pourrait au final être beaucoup plus élevée. Comme l'avait fait le Royau-

me-Uni mi-2020, la Suède est devenue le second pays européen - et le premier de l'UE - à interdire spécifiquement aux opérateurs téléphoniques d'utiliser du matériel Huawei dans la mise en place du réseau 5G du pays.

Air Algérie : Les anciens billets de et vers le Caire et Genève sont toujours valides

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé dimanche la possibilité de modifier les anciens billets de et vers le Caire et Genève sans frais supplémentaires. "Pour plus de flexibilité pour vos prochains voyages, Air Algérie vous informe que tous vos anciens billets, de et vers le Caire, émis avant le 28 janvier 2022, et de et vers Genève, émis avant le 29 janvier 2022, sont modifiables sans différences tarifaires ni frais supplémentaires (dans la même classe)", a indiqué la compagnie dans une publication sur sa page Facebook officielle. Pour rappel, Air Algérie a repris mardi dernier ses vols à destination d'Egypte et de Suisse. Les deux lignes sont exploitées via deux vols/semaine à destination du Caire et un vol/semaine à destination de Genève.



MISE AUX POINGS

« L'augmentation des prix des hydrocarbures met davantage en confiance nos partenaires étrangers. D'autant plus, que plusieurs ministres, entre autres européens ont souligné la régularité et la fiabilité de leur partenariat énergétique avec l'Algérie ».

L'expert international en économie, Abdelmalek Serrai.



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 16 km/h
Humidité : 75 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 9 km/h
Humidité : 88 %

Dohr : 13h02
Assar : 15h52
Maghreb : 18h17
Ïcha : 19h37

Mercredi 1^{er} rajab
Sobh : 06h21
Chourouk : 07h50

DES MILLIERS D'ÉLÈVES PRIVÉS DE LEURS BULLETINS DE NOTES

Les parents interpellent le MEN

La Fédération nationale des parents d'élèves révèle que des milliers d'élèves n'ont jusqu'au jour d'aujourd'hui pas pu obtenir leur bulletins de notes du premier trimestre, appelant de ce fait le ministère de l'Éducation nationale à intervenir et à ouvrir très vite une enquête.

Dans un communiqué rendu public, la même fédération a fait part de ses inquiétudes de l'état psychologique des élèves et de leurs parents en raison de cette situation de blocage au niveau de l'administration. Selon la même source, il n'est pas possible pour les parents de suivre comme il se doit la scolarité de leurs enfants s'ils ignorent leurs notes obtenues au premier trimestre soulignant au passage que c'est pourtant du rôle des établissements scolaires d'assurer aux élèves leurs bulletins. Aussi, la fédération des parents d'élèves considère que cette situation va impacter la suite de la scolarité des élèves qui entament le deuxième trimestre en étant dans le flou, d'autant que de la situation épidémiologique a déjà chamboulé le bon avancement des cours. Sans plus tarder, la fédé-



ration appelle le ministère de l'Éducation à intervenir, car d'après elle il n'est plus possible que les élèves soient les otages d'un bras de fer entre la tutelle et les travailleurs.

Il est essentiel de rappeler que c'est le Snapest qui est à l'origine de cette situation puisqu'il a décidé en décembre dernier de boycotter toutes les activités

administratives dans le cadre de son mouvement de contestation déclenché le mois de novembre 2021. Ainsi, les enseignants affiliés à ce syndicat refusent de communiquer les notes de leurs élèves à l'administration chose qui a fortement impacté sur l'opération d'élaboration des bulletins scolaires.

Ania nch

ALGÉRIE-ITALIE

Le président Tebboune félicite Sergio Mattarella

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de félicitations à son homologue italien, Sergio Mattarella à l'occasion de sa réélection à la tête de la République italienne, dans lequel il lui a réitéré sa détermination à poursuivre la coordination et la concertation entre les deux pays au mieux des intérêts des peuples algérien et italien. "À l'occasion de votre réélection à la tête de la République italienne, je tiens à vous présenter au nom de l'Algérie, peuple et Gouvernement, et en mon nom personnel, mes chaleureuses félicitations, accompagnées de mes meilleurs vœux de réussite dans l'accomplissement de vos nobles missions au service de votre pays et la réalisation de davantage d'essor et de progrès pour le peuple italien ami", lit-on dans le message de félicitations. "Le renouvellement de la confiance en votre personne se veut une reconnaissance de votre apport tout au long de votre parcours politique au service de votre pays ami. Je demeure convaincu que la prochaine période vous donnera l'occasion de réaliser davantage d'acquis et de surpasser les

nouveaux défis imposés par la situation aux niveaux national et international", a écrit le président Tebboune. "Je saisis cette heureuse occasion pour saluer la qualité des relations entre nos deux pays et vous exprimer ma ferme détermination et mon attachement total à poursuivre la coordination et la concertation entre nos deux pays au mieux des intérêts de nos deux peuples et pour raffermir les relations d'amitié et de coopération", a ajouté le Chef de l'État. Et au président Tebboune d'assurer : "J'aimerais aussi vous réaffirmer ma pleine disponibilité à œuvrer

de concert avec vous pour propulser et hisser nos relations bilatérales avec leurs différents aspects au mieux des intérêts communs de l'Algérie et de l'Italie dans le cadre du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération qui les unit en vue de faire face aux défis mondiaux et régionaux de l'heure".

"Tout en vous réitérant mes sincères félicitations, je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués", a conclu le président de la République.

APS

APRÈS LE COUP D'ÉTAT L'Union africaine suspend le Burkina Faso

L'Union africaine (UA) a annoncé, hier, la suspension du Burkina Faso de toutes ses activités au sein de l'organisation continentale « jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel dans le pays » interrompu suite à un coup d'État opéré la semaine dernière.

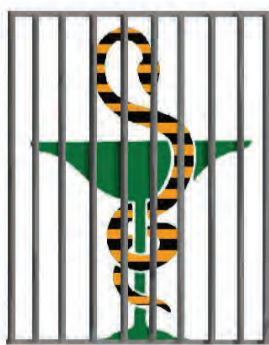
À l'annonce de l'institution africaine, via un tweet de son Conseil de paix et de sécurité, de suspendre la participation du Burkina Faso à toutes les activités de l'UA jusqu'au rétablissement « effectif » de l'ordre constitutionnel dans le pays », le Burkina Faso avait également été suspendu vendredi dernier, des instances de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Une délégation de chefs de la diplomatie de la Cédéao était attendue au courant de la journée d'hier, dans la capitale du pays, Ouagadougou, où elle devait s'entretenir avec les auteurs du coup d'État.

La délégation de la Cédéao est conduite par Shirley Ayorkor Botchway, ministre des Affaires étrangères du Ghana et celle envoyée samedi dernier, était composée de plusieurs chefs des armées de la région pour rencontrer le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Après un « bref entretien », le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) a « réaffirmé son engagement vis-à-vis des organisations sous-régionales et internationales », selon la communication de la Présidence du Burkina Faso. Un nouveau sommet de la Cédéao est prévu jeudi prochain à Accra, pour se étudier le compte-rendu de ces missions, pour décider d'imposer ou non d'autres sanctions. Il est à rappeler que les militaires ont pris le pouvoir le 24 janvier dernier, et placé en résidence surveillée le président Roch Marc Christian Kaboré. Le Burkina Faso qui est en proie depuis 2015 à une spirale de violences attribuées à des groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et au groupe terroriste Daech, a enregistré pas moins 2 000 morts et 1,4 million de déplacés.

R. I.

SOUS-RIRE

Spéculation sur les médicaments
Des distributeurs sanctionnés risquent des poursuites



De Jouda

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED Un faux médecin sur « TikTok » placé en détention provisoire

Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a ordonné hier le placement d'une personne pour usurpation d'identité sur le réseau social « TikTok », en vogue en Algérie notamment. Il est accusé d'usurpation d'identité pour la diffusion de fausses informations pouvant nuire à autrui. En effet, la présentation du mis en cause fait suite à une enquête menée par la police judiciaire. Après un suivi minutieux des comptes appartenant à cet individu, les services de sécurité spécialisés dans la cybercriminalité ont constaté que le mis en cause se faisait passer pour un médecin qui exerce ses fonctions au CHU « Nafissa Hamoud » (ex-Parnet), à Hussein Dey (Alger). En sus, il a été relevé que le mis en cause a été suivi par environ 1,7 millions de fans sur les réseaux sociaux. Ainsi, intervenant sur cette affaire, le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a mis en garde les utilisateurs des réseaux sociaux contre les fake news.



F. B.